ECRICOME PREPA 2022 - ECE - Economique

Economie, sociologie et histoire du monde contemporain
Economie, sociologie et histoire du monde
contemporain

501109

BENALI

ADAM

08/06/2000

Note de délibération : 16 / 20

Numéro d'inscription

5 0 7 7 0 9

1321

Né(e) le

0 8 / 0 6 / 2 0 0 0

Signature

Nom

B E N A L I

Prénom (s)

A D A M S T É P H A N E

16 / 20

Ecricome

Épreuve : ESH

Sujet 1 ou 2

(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille

0 7 / 0 2

Numéro de table

0 7 0

En 1993, dans Mythes et paradoxes de l'histoire économique, Paul Bairoch qualifiait le XIX^e siècle, pourtant symbole de "notre première mondialisation" selon Suzanne Berger, notamment grâce au traité Cobden-Chevalier signé en 1860 entre la France et la Grande-Bretagne, "d'îlot de libre-échange fermé par un océan de protectionnisme". Le libre-échange, pourtant théorisé dès le XVIII^e siècle par Adam SMITH, serait alors une théorie non avérée, une "théorie sans réalité", et le protectionnisme une réalité factuelle.

Le libre-échange se définit comme la situation d'absence ou d'abaissement de barrières tarifaires ou non tarifaires à l'encontre de l'échange de biens et services. Parler du libre-échange comme d'une "théorie sans réalité" peut aussi bien faire référence à l'idée que le libre-échange au sens large serait illusoire qu'à celle que les théories du commerce international énoncées il y a de cela plusieurs siècles seraient aujourd'hui tombées en désuétude et qu'il faudrait donc les actualiser.

Pourtant, force est de constater que depuis les années 1950, le libre-échange n'a cessé de s'intensifier avec la création du GATT

en 1947 et les "rounds de négociation" qui se sont succédés par la suite, jusqu'à la création de l'OMC en 1995. Toutefois, force est de constater également que depuis quelques années, des tensions protectionnistes semblent refaire surface, notamment entre la Chine et les États-Unis sous l'administration Trump et plus récemment entre la Grande-Bretagne et l'Union Européenne suite au Brexit, notamment au sujet des ressources halieutiques que la Grande-Bretagne partage avec certains pays européens. Enfin, la multiplication des accords commerciaux régionaux ces trente dernières années pose également la question de la limite entre libre-échange et protectionnisme (qui par opposition au libre-échange se définit comme l'état ou l'élevation de barrières tarifaires ou non tarifaires à l'encontre de l'échange de biens et services).

Si le libre-échange a maintes fois été expérimenté par le passé, il semble fréquemment remis en question au fait de ses propres limites au profit du protectionnisme. Le libre-échange ne serait-il alors qu'une théorie sans réalité, et le protectionnisme une réalité sans théorie ?

Si le libre-échange se présente comme une réalité théorisée (I), ses limites font du protectionnisme une réalité factuelle et empirique (II). Tout l'enjeu est alors de dépasser les limites du libre-échange et de ses théories (III).

Le libre-échange a souvent été une réalité théorisée (A) qui a toutefois dû faire face à ses propres limites (B).

Le libre-échange a été théorisé dès 1776 par Adam SMITH dans La richesse des nations lorsqu'il a énoncé sa loi des avantages absolus selon laquelle tout pays disposant d'un avantage absolu dans une production a intérêt à s'ouvrir au commerce international, le libre-échange étant en jeu "à somme positive". Sa théorie fut par la suite complétée par David RICARDO en 1817 dans ses Principes d'économie politique en affirmant que tout pays, même ceux ne disposant pas d'un avantage absolu, a intérêt à s'ouvrir au libre-échange. Cette théorie de la réciprocité des bienfaits du libre-échange fait écho à la réalité des XVIII^e et XIX^e siècles où ont été signés les accords Cobden-Chevalier en 1860, et où des "rondes de négociations" ont été mis en place à partir des années 1950 afin d'abaisser les barrières tarifaires au niveau international. On pense notamment au Dillon round entre 1948 et 1961, au Kennedy round entre 1964 et 1967, au Tokyo round entre 1973 et 1979 et enfin à l'Uruguay round entre 1986 et 1994. Le libre-échange semble bien être ici une réalité.

Toutefois, la théorie-même du libre-échange telle qu'énoncée par Ricardo semble elle bel et bien sans réalité. Parmi les hypothèses formulées par Ricardo, on retrouve que la concurrence est pure et parfaite, les avantages comparatifs sont exogènes, les facteurs de production sont mobiles au sein des pays mais immobiles entre les pays, et que la spécialisation est inter-branche. Or dans la réalité, la concurrence est monopolistique (CHAMBERLAIN, 1933), et la DIPE représente une fraction non négligeable du commerce international. Or, qui dit division internationale du processus de produ-

tion dit spécialisation intra-branche et non inter-branche. Enfin, là où la théorie du libre-échange manque également de réalisme, c'est dans la mesure où RICARDO ne prend pas en compte le fait que toutes les spécialisations ne se valent pas. Prenons l'exemple d'une production agricole. Les biens agricoles sont des biens dits "biens King's". Autrement dit, une hausse de la production entraînera une baisse plus que proportionnelle des prix conformément à la loi de l'offre et de la demande. De plus, ce sont des biens ayant une faible élasticité-prix de la demande conformément à la loi d'ENGEL. Ainsi, une hausse de la production entraînera un effet-prix négatif qui ne sera pas compensé par un effet-volume positif. Le pays produit plus, mais sa production en valeur diminue. Le pays connaît alors une "croissance appauvrissante" telle que théorisée par BAGWATTI.

On comprend alors beaucoup mieux comment les limites théoriques du libre-échange sont à même de remettre en cause le bienfondé du libre-échange jusqu'à en faire une théorie sans réalité, notamment car dépourvue de réalisme, au profit du protectionnisme.

*

*

*

C'est ainsi que le protectionnisme s'est souvent imposé dans l'histoire (A) comme dans la théorie économique (B).

Si on a effectivement observé de nombreuses tentatives d'approfondissement du libre-échange au cours de l'histoire, ces tentatives se sont souvent soldées par un retour à du protectionnisme. Cela a notamment été observé suite à la Grande-Dépression de 1873 où la France a adopté en 1892 le tarif de Méline annulant toutes les concessions

Numéro d'inscription

5 0 1 1 0 9

B4

Né(e) le

0 8 / 0 6 / 2 0 0 0

Signature

Nom

B E N A L I

Prénom (s)

A D A M S T É P H A N E

16 / 20

Ecricone

Épreuve : E.S.H.

Sujet 1 ou 2

(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille

0 2 / 0 2

Numéro de table

0 1 0

doctrines avancées dans le cadre du traité Cobden-Chevalier. De même, suite à la crise de 1929, la Grande-Bretagne s'est tournée vers son empire colonial avec les accords d'Otawa de 1932 et les États-Unis se sont tournés vers leur marché intérieur avec le Buy American Act voté en 1933. L'affirmation de Paul BAIRICH selon laquelle « la croissance est plus nécessaire au libre-échange que le libre-échange est nécessaire à la croissance » semble se vérifier.

Le protectionnisme est donc bien une réalité empirique. Mais c'est également une réalité non pas sans théorie. Dans la mesure où, s'inspirant des travaux de l'économie géographique de MARSHALL en 1890, KRUGMAN avançait en 1987 dans International Trade qu'il existe un « first mover advantage » pour les premiers pays s'étant ouverts au commerce international, il existe nécessairement un « second mover disadvantage » pour les autres pays. On comprend alors pourquoi dès 1847, Friedrich LIST préconisait dans Système national d'économie politique un « protectionnisme éducatif », c'est-à-dire temporaire, visant à permettre aux entreprises nationales de se développer afin de pouvoir faire face à la concurrence internationale. Le protectionnisme apparaît donc non seulement comme une réalité mais comme une réalité théorisée depuis le XIX^e siècle.

Pourtant, il ne faut pas oublier que pour LIST si « le libre-échange est notre but, le protectionnisme est notre voie ». Autrement dit, opposer le libre-échange au protectionnisme est peut-être une conception un peu trop manichéenne du commerce international. Libre-échange et protectionnisme sont peut-être deux réalités pouvant coexister.

*

*

*

Tout l'enjeu est alors d'adapter les théories du libre-échange au monde moderne (A) ce qui ne signifie pas pour autant abandonner le protectionnisme (B).

C'est ainsi que KRUGMAN va proposer en 1987 dans International Trade de nouvelles hypothèses du commerce international par opposition à celles proposées par RICARDO en 1817. KRUGMAN avance notamment que la spécialisation est intra-branche, ce qui correspond bien à la réalité du commerce international actuel dans le cadre de la DIPP, et que les avantages comparatifs ne sont non pas exogènes mais endogènes. Cela rejoint l'approche de Michael POSNER selon qui les avantages comparatifs d'un pays sont dus à la technologie, et que ces avantages se dissipent avec le commerce international ce qui suppose pour un pays souhaitant garder ses avantages comparatifs de toujours repousser la frontière technologique. La théorie du libre-échange s'aligne grâce à ces auteurs à la réalité.

Le libre-échange n'est alors plus une « théorie sans réalité ».

Cela ne signifie pas pour autant que le protectionnisme doive cesser d'être une réalité. En effet, du fait de « first mover advantages », notamment des rendements d'échelle croissants, certains pays ne pourraient faire face à la concurrence sans mesures protectionnistes. C'est notamment le cas du secteur aéronautique où, du fait des rendements croissants de Boeing, Airbus n'a pu entrer sur le marché que grâce aux subventions européennes, ce qui correspond à du protectionnisme non tarifaire. L'idéal en matière de libre-échange semble donc être d'échanger entre des pays ayant un niveau de développement similaire et dont les entreprises ont un niveau de compétitivité semblable. On comprend alors mieux la multiplication des accords régionaux depuis une trentaine d'années. En 2020, l'OMC dénombreait 332 ACR. Tout l'enjeu des accords commerciaux régionaux est de savoir s'il s'agit de un approfondissement du libre-échange ou bien de mesures protectionnistes. Viner introduisait en 1950 dans The custom union issues les créations de trafic correspondant à une hausse des flux commerciaux entre les pays membres de l'ACR et les destructions de trafic correspondant à la baisse des flux commerciaux entre les pays membres de l'ACR et le reste du monde. L'idée est que si les créations de trafic sont supérieures aux destructions de trafic, alors l'ACR est en faveur du libre-échange et inversement. A titre d'exemple, entre 1957 et 1970, le commerce intra-européen a été multiplié par 6 tandis que le commerce mondial a été multiplié par 3, faisant de la zone de libre-échange européenne un approfondissement du libre-échange. On a ainsi avec les ACR un exemple contemporain de conciliation entre la réalité du protectionnisme et les limites du libre-échange, ce qui autorise paradoxalement au libre-échange d'avoir une réalité.

*

*

*

Le libre-échange n'est ni sans réalité ni une théorie sans réalité, de même que le protectionnisme n'est pas une réalité sans théorie. Si cela fait depuis longtemps que le protectionnisme a ses théories, le libre-échange a vu ces dernières années ses théories être remises à l'ordre du jour, permettant ainsi aux théories du libre-échange d'être compatibles avec la réalité. Plus encore, la multiplication des ACP montre bien que la réalité du libre-échange et du protectionnisme ne sont pas facilement dissociables. Comme l'affirmait Dunkel : « libre-échange et protectionnisme sont les deux faces d'une même pièce ».